

## Mourir pour le pouvoir

Victime d'une tentative d'assassinat dans la soirée de jeudi 3 décembre, le chef de la junte guinéenne, le capitaine Moussa Dadis Camara, serait dans un "état grave" voire critique dans un hôpital militaire marocain où il a été évacué à bord de l'avion présidentiel burkinabé.

Interrogé jeudi soir par la radio publique britannique "BBC" sur l'état de santé de "Dadis", le ministre guinéen de la Communication, Idrissa Chérif, n'a pas dérogé à la coutume africaine qui fait de la santé du chef de l'Etat un sujet tabou. "Le président Camara va bien. Il se trouve au Camp militaire", a-t-il déclaré. Selon lui, le président ne souffrait que d'une "petite éraflure" au niveau de la tête. Pitoyable mensonge d'Etat qui a été "démenti" par le président burkinabé Blaise Compaoré: "Ce que nous avons eu comme information il y a une heure par son médecin personnel, c'est que Dadis est dans une situation qui est difficile, certes, mais qui n'est pas désespérée".

Ironie du sort. Moussa Dadis Camara a été "flingué" comme un minable malfrat par son ancien aide de camp, un certain Aboubacar Diakité, alias "Toumba". Sous-officier de l'armée guinéenne, "Toumba" est accusé par les activistes des droits de l'Homme de la terre entière d'avoir joué un rôle de premier plan dans les massacres qui ont eu lieu le 28 septembre dernier à Conakry. Il n'est pas le seul suspect. Après ces événements sanglants, Dadis avait pris ses distances à l'égard de son encombrant collaborateur. Ce qui s'est passé jeudi à Conakry peut être considéré comme un règlement des comptes. Triste fin de règne pour Dadis.

Adulé durant les premiers mois de son accession au pouvoir grâce à un coup d'Etat, sans effusion de sang, en décembre 2008, le capitaine Moussa Dadis Camara a fini par exaspérer ses concitoyens par son caractère imprévisible dans une fonction qui requiert la cohérence, la pondération et l'exemplarité. Ses déclarations à l'emporte-pièce ne faisaient plus rire. C'est connu, l'appétit vient en mangeant. Dadis a pris goût au pouvoir ainsi qu'aux avantages et privilèges y afférents.

En vérité, le "pauvre Dadis" ressemble à la plupart de dirigeants africains. Des hommes et des femmes arrivés au pouvoir d'Etat sans avoir entendu parler des notions telles que le "service public", "intérêt général" ou "impartialité de l'Etat". Des hommes et des femmes qui considèrent le pouvoir comme un simple distributeur de chèques-repas, un moyen de changer de classe sociale et de faire sentir aux autres le poids de son autorité. Alors que le pouvoir d'Etat - le vrai - est un service à rendre à la collectivité.

Sans jouer aux moralistes, l'exercice du pouvoir d'Etat est une affaire de vocation au même titre que l'exercice de la médecine. Il faut aimer la vie et les gens pour se lancer dans une telle "carrière". Un homme politique est assimilable à un médecin. A ce titre, il doit vouer le plus grand respect pour la vie et la dignité de la personne humaine. A défaut, il faut changer de "métier".

Après le massacre du 28 septembre, la junte guinéenne et son chef ont été disqualifiés. Le capitaine Moussa Dadis Camara aurait dû annoncer, comme ses concitoyens le lui demandaient bruyamment, l'abandon de l'idée de se présenter à la prochaine élection présidentielle. Orgueilleux, l'homme a préféré braver ses contempteurs. Peut-on gouverner un Etat sans avoir l'opinion avec soi?

Pour avoir opté pour l'épreuve de force, "Dadis" a fait le choix de mourir pour le pouvoir. Quel gâchis! Baudouin Amba Wetshi